



**libération**

## **Maroc: L'invité du weekend, Pierre Salama : "Il serait temps pour le Maroc de regarder du côté asiatique"**

Propos recueillis par Abdelouahed Kidiss

31 Mai 2008

---

INTERVIEW

*En marge d'un débat à Casablanca sur «l'ouverture commerciale face au libre-échange»*

Latino-américaniste reconnu, primé par la chaire Julio Cortázar, il a publié de très nombreux livres, la plupart traduits en espagnol et en portugais. Membre du comité de rédaction de plusieurs revues étrangères, il a été directeur scientifique de la Revue Tiers Monde. Au cours de sa visite au Maroc, la semaine dernière, sur invitation de l'Association des cadres du CIH (Crédit Immobilier et Hôtelier), il a animé un débat, au Centre culturel Touria Sekkat, à Casablanca, sur «L'ouverture et le libre-échange, quel impact pour le Maroc ?». L'assistance, fort nombreuse, a suivi avec intérêt, les explications du Professeur.

Plein d'enseignements.

### **Libé : Qu'est-ce que vous pensez de la politique d'ouverture du Maroc ?**

Pierre Salama : Je ne suis pas un spécialiste du Maroc, mais, d'après les éléments d'information que j'ai pu avoir ici et là, j'ai l'impression que le Maroc aurait tendance à suivre la voie latino-américaine, ce qui ne serait pas absolument excellent pour son futur. A moins que, regardant du côté de ce qui se passe en Asie, le Maroc tente de tirer les enseignements.

Je vois que le Maroc a une concentration de ses exportations très élevée vis-à-vis de l'Union européenne, surtout par rapport à deux pays que sont la France et l'Espagne. Ceci représente une certaine vulnérabilité. Par ailleurs, le Maroc est un pays exportateur de matières premières et de produits agricoles C'est une vulnérabilité dans le futur, si le Maroc reste sur ce type d'exploitation. Je suis de ceux qui pensent qu'un pays ne peut connaître un essor durable que s'il est capable d'entreprendre des exportations sur des produits de moyenne et haute technologie.

Sur ce point, il y a un effort à faire du côté de l'éducation, avec aussi une capacité de la part de l'Etat à édifier une politique industrielle qui puisse permettre de faire, comme cela se fait à Taiwan ou dans d'autres pays asiatiques, et être capable de penser des produits qui sont des produits demandés demain et non pas des produits qui seraient de moins en moins demandés avec l'augmentation du niveau de vie.

C'est la manière, à mon avis, dont se résolvent des conflits de classes et des conflits de groupes politiques. Ce n'est pas seulement une solution technique. Il faut savoir identifier les intérêts qui sont en jeu et leur trouver des solutions.

### **Doit-on comprendre que le modèle économique latino-américain est en faillite ?**

Non, il n'est pas complètement en faillite. Mais sur la question alimentaire, il est au ralenti

Ce qu'il y a, c'est qu'au Maroc le taux de croissance durant les 25 dernières années est de l'ordre de 2 à 2,5%, c'est pas grand-chose si on le compare à ce qui se passe en Asie où ce taux est de l'ordre de 8 à 10%. Je crois qu'on ne sait pas ce que cela peut signifier. Ce n'est pas un problème de progression géométrique, c'est un problème mathématique simple. Mais la différence est gigantesque. Quand vous avez 2% de croissance, vous doublez le produit

intérieur brut (PIB) en 35 ans. Mais avec 10% de croissance en 35 ans, vous le multipliez par 32, cela signifie que dans des pays comme la Chine, on éradique la pauvreté. Si au Maroc vous avez un taux de croissance autour de 3% sur 25 ans, cela signifie que les retards s'accroissent par rapport à toutes les séries d'économie dites émergentes que sont les économies asiatiques.

C'est un peu l'image des uns qui prennent la bicyclette et d'autres qui prennent l'avion ou le TGV. Cela veut dire qu'à terme, les choses seront très graves. Par conséquent, il faut apprendre du côté de ce qu'a pu faire l'intervention de l'Etat dans les pays asiatiques plutôt qu'en Amérique latine. En Amérique latine, certains pays, après ce qu'on a appelé la « décennie perdue », dans les années 80, on a diminué de façon forcée l'intervention de l'Etat -le mot politique industrielle était un mot interdit pendant plus de dix ans. Le résultat des courses a été finalement une faible croissance, plutôt volatile avec des montées assez fortes et des baisses aussi fortes.

**La comparaison entre les deux modèles -latino-américain et asiatique- est très importante pour un pays comme le Maroc : je choisis l'Amérique latine ou je choisis le modèle asiatique ? Et si je choisis le modèle asiatique, quelles sont les conditions ?**

Le Maroc regarde de plus en plus vers les pays arabes et du Golfe, tout en développant ses relations avec l'Afrique subsaharienne.

Je trouve que c'est très dommage que le Maroc ait 0,90% de son commerce extérieur avec la Chine. La Chine est en train d'aller très vite sur l'Afrique noire. Et je trouve qu'il y a des opportunités à ne pas rater sur le marché asiatique. 70% des échanges avec l'Union européenne, c'est bien, mais ce n'est pas terrible. Regardez le Mexique, 80 à 85% de son commerce extérieur avec le Canada et les Etats-Unis, ce n'est pas terrible non plus. Il y a un dicton qui dit qu'il ne faut pas mettre tous ses oeufs dans le même panier. A mon avis, il serait temps pour que le Maroc apprenne et regarde davantage du côté des économies en forte croissance que sont évidemment les économies asiatiques. Sinon ce sont ces pays qui vont, de toutes les façons, vous regarder et finir par vous manger.

**Et si on revient à votre livre sur « la dollarisation ».**

C'est un livre qui a déjà plus de quinze ans. C'est un livre important. Dieu merci, ce n'est plus d'actualité. D'abord parce qu'il n'y a plus d'hyper-inflation -la dollarisation donnait beaucoup d'inflation, on cherchait alors une monnaie refuge-. Et la seconde chose, le dollar, en ce moment «fout le camp», comme on dit. Il existe toujours, mais il fout le camp tout de même. Les Américains sont à peu près dans la même situation que celle des Anglais dans les années 20 aux années 40. A savoir une monnaie très forte, elle l'est toujours, mais qui devient de moins en moins forte. La preuve ? Elle est simple : lorsque le dollar baisse, le prix du pétrole augmente.

**Comment alors concilier entre «sécurité alimentaire» et «export» ?**

C'est une question d'actualité depuis trois ou quatre ans, surtout ces derniers temps avec les émeutes de la faim qui sont apparues dans plusieurs pays, y compris les pays producteurs et exportateurs de matières premières de type alimentaire. C'est une question qui montre la faillite de la politique de la Banque mondiale qui était la «libéralisation des marchés». Là, on sent qu'on touche un point nodal avec le développement dans certains pays d'une dépendance alimentaire très forte et qui se traduit, avec la hausse des prix des produits pétroliers, par la baisse du pouvoir d'achat des plus pauvres. Ce que l'on peut observer, c'est que cette politique a fait faillite. Il s'agit aujourd'hui de reconsidérer le tout «Marché» et de penser que les produits alimentaires peuvent être considérés comme des produits stratégiques, comme des produits d'électricité, d'armement. On ne peut les considérer nécessairement comme des marchandises, ce qui veut dire, en terme plus brutal et plus clair, accepter qu'il y ait protectionnisme pour certains produits et non pas le Tout Marché». Autrement dit, opter pour une politique visant à protéger la production des petits agriculteurs, même si elle est peu compétitive, quitte à les aider à ce qu'ils améliorent leurs techniques de production pendant tout un temps, mais surtout ne pas les jeter dans les bras d'un marché qui, de toute façon, ne marche pas comme le supposent les institutions internationales. Encore une fois, et je pense que c'est très important -je connais un peu la question car j'ai travaillé sur l'Amérique latine-, le marché des produits agricoles est fortement aidé au niveau des USA et de l'Europe ; mais, la plupart du temps, dans les pays dits du tiers-monde, ce marché n'est pas aidé et, par conséquent, les pays développés, en plus de l'aide, ont la technologie, qui leur permet d'écraser les petits producteurs et même de les éradiquer, et on les retrouve aujourd'hui dans les bidonvilles.

**Votre avis sur la politique méditerranéenne prônée par le Président français, Nicolas Sarkozy ?**

Je suis incapable de penser que M. Sarkozy puisse avoir des projets autres que ceux qui pourraient servir ses amis. Je préfère encore que cela revienne dans le giron de l'Union économique européenne, même si elle n'est pas très efficace, plutôt que sous l'influence de Sarkozy. Je n'ai aucune confiance dans ses capacités de penser l'avenir.

Copyright © 2008 Libération. Droits de reproduction et de diffusion réservés. Distribué par AllAfrica Global Media (allAfrica.com).